

Initiatives ministérielles

n'est pas un vague accord international que nous signons là, mais une entente qui modifiera profondément la vie de notre pays. Le moment est peut-être très bien choisi, à la veille d'un nouveau siècle, pour signer cet accord.

• (1335)

Si on compare le Canada aujourd'hui à ce qu'il était à la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, on peut dire que cette décision a été pour la plupart des Canadiens un saut dans l'inconnu. Nous devons commencer à abattre les barrières commerciales et à affronter la concurrence extérieure.

Tout d'abord, nous devons concurrencer les États-Unis. L'Accord de libre-échange nord-américain est venu par la suite; nous avons décidé de concurrencer à la fois les États-Unis et le Mexique. Nous allons encore plus loin avec l'accord du GATT, qui nous amènera tôt ou tard à livrer concurrence à tous les autres pays du monde.

Pour les Canadiens, qu'est-ce que cela veut dire? Quelles sont les conséquences, lorsque nous essayons de nous débrouiller tant bien que mal, de trouver un emploi, de payer le loyer? La réalité est simple: si nous ne faisons pas tous nos efforts, si, individuellement et collectivement, nous n'essayons pas d'exceller, nous allons rester en touche. Nous ne pouvons plus nous retrancher derrière des barrières tarifaires.

Les barrières tarifaires existent au Canada depuis des années, et elles ont donné lieu à des subventions artificielles, qui ont pour conséquences paradoxales, mais bien normales, des choses comme les accords d'aide financière ou les dispositions permettant l'acheminement de wagons de chemin de fer vides à destination et en provenance de Thunder Bay pour que les compagnies ferroviaires touchent des subventions ou obtiennent plus d'argent en vertu de quelque détestable programme du gouvernement. Le transport des céréales produites dans l'ouest du Canada vers les parcs d'engraissement du Canada central est subventionné pour que nous puissions vendre du boeuf produit dans cette région avec des céréales de l'Ouest, au lieu d'engraisser le boeuf avec ces mêmes céréales dans l'Ouest et d'expédier ensuite le boeuf abattu vers les marchés, ce qui mettrait à profit un avantage naturel.

Toutes ces distorsions qui sont consacrées par nos accords commerciaux à l'intérieur même du Canada n'ont qu'un seul résultat, nous rendre moins concurrentiels sur le marché mondial. Voilà pourquoi il est si important que les Canadiens, dans les secteurs actuellement assujettis à la gestion des approvisionnements et dans tous les autres secteurs, comprennent la nécessité absolue de devenir concurrentiels sur la scène commerciale mondiale.

Un quart de la richesse de notre pays provient du commerce international. Quatre-vingts pour cent de nos échanges commerciaux internationaux se font avec les États-Unis, et vingt-cinq pour cent de ces échanges se font au niveau intérieur, entre succursales de multinationales.

Dans le *Globe and Mail* de samedi dernier, il y avait une publication, un rapport administratif de la Banque Royale. Je vais simplement le montrer très brièvement pour le bénéfice des téléspectateurs. . .

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre. Sauf le respect que je dois à tous les téléspectateurs, dans cette merveilleuse Chambre, on n'utilise pas d'accessoires. Nous écouterons attentivement les propos éclairés du député d'Edmonton-Sud-Ouest.

M. McClelland: Monsieur le Président, je croyais pouvoir passer cela en douce, car je voulais rendre à César ce qui appartient à César. Des présidents moins attentifs m'ont déjà accordé ce privilège, mais je constate que vous êtes très vigilant aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, un rapport de l'une de nos banques, la Banque Royale, en l'occurrence, était inséré dans le *Globe and Mail* de samedi dernier.

• (1340)

Le moment est peut-être tout indiqué pour dire un bon mot au sujet du comité de l'industrie de la Chambre des communes, qui a présenté le rapport sur les PME. Je crois que la plupart des députés ont reçu maintes propositions novatrices des banques désireuses d'encourager les petites entreprises.

Cela dit, dans sa publication, la Banque Royale explique certains des avantages et des aspects de la conjoncture commerciale dans laquelle nous nous trouvons. Si je veux présenter quelques-unes de ces statistiques, c'est parce que la signature de l'accord du GATT et notre engagement à devenir des partenaires commerciaux internationaux nous obligeront inévitablement à accorder beaucoup plus d'attention à la prochaine génération de Canadiens, de manière qu'ils puissent soutenir la concurrence à l'échelle mondiale. La prochaine génération canadienne soutiendra la concurrence à cause de ses ressources fondées sur le savoir.

Nous avons eu beaucoup de chance au Canada pendant de nombreuses années. Nous avons pu jouir d'un niveau de vie de loin supérieur à nos moyens grâce à l'exploitation de nos ressources naturelles. De façon générale, nous avons été des fournisseurs de matières premières à des prix relativement faibles, mais cela nous a apporté une très grande prospérité. Nous avons alors pu mettre cette richesse au service de programmes sociaux auxquels nous nous sommes habitués et que nous aimons bien. Le problème, c'est que nous ne sommes plus ce grand pays exportateur. Nous n'avons plus de ressources à exporter et nous ne les avons pas remplacées.

Laissez-moi vous donner un exemple. Le quart de la richesse nationale vient du commerce extérieur. Le tiers de nos emplois dépendent du commerce extérieur. Chaque milliard de dollars d'exportations supplémentaires se traduit par la création de 9 000 nouveaux emplois. Près de la moitié de la production industrielle canadienne est exportée et les exportations produisent plus de 5 000 \$ par Canadien par année. Ce sont des données fort intéressantes.

Mais le problème concerne la nature de nos exportations: les voitures de tourisme, 24,1 milliards de dollars; les camions, 10,5 milliards de dollars; les pièces d'automobile, à l'exclusion des moteurs, 9,6 milliards de dollars, le bois d'oeuvre, 9,2 milliards de dollars; et le pétrole brut, 6,9 milliards de dollars. Que constate-t-on? Que presque toutes nos exportations à valeur ajoutée ont trait à l'industrie automobile.